

Groupe-pays Mexique

Le mardi 18 avril 2017 – de 10h30 à 17h

Bordeaux Métropole, Hôtel métropolitain

Esplanade Charles de Gaulle (tram A, arrêt Mériadeck)

Rue Jean Fleuret (parking 8 mai 1945)

Introduction

Monsieur Michel Vernejoul, président du Groupe-pays Mexique, Conseiller délégué en charge des relations internationales et de la coopération décentralisée pour Bordeaux Métropole et Maire de Martignas-sur-Jalle, a accueilli très chaleureusement ces homologues des collectivités engagées au Mexique. La signature de la convention à la suite du Séminaire franco-mexicain de haut niveau a été un événement fédérateur et a marqué la création d'une amitié forte entre les membres du groupe-pays.

Cette réunion du groupe-pays a été impulsée par la présence d'une délégation de l'Ambassade de France au Mexique pilotée par SEMadame l'Ambassadrice Maryse Bossière, accompagnée du Conseiller de coopération et d'action culturelle, et de l'attaché de coopération technique.

L'Ambassade joue aussi un rôle d'accueil et d'accompagnement des collectivités françaises et mexicaines. La présence active de l'Ambassade lors de l'inauguration du groupe-pays France, en janvier 2017, en est un bon exemple. Conçue lors du dîner d'Etat offert à l'occasion de la rencontre de nos deux présidents en 2015, cette nouvelle instance incarne une évolution de l'engagement de nos partenaires mexicains. Hébergé au sein de la CONAGO, le groupe-pays France a une présidence tournante et laisse présager de nouveaux horizons de travail par la sensibilisation des Etats fédérés à la coopération décentralisée.

Monsieur Vernejoul rappelle que la dimension humaine de l'AICT est loin d'être un détail, et est fier de cet effet miroir avec son homologue et partenaire de coopération de l'Etat de Guanajuato, actuel président du groupe-pays France, Monsieur Miguel Marquez Marquez.

Le Président a présenté cette réunion comme une relance capable de redonner un rythme au groupe-pays Mexique après deux ans sans programmation. La présence de nouvelles collectivités a été soulignée (Communauté d'agglomération de Tarbes-Lourdes-Pyrénées, Barcelonnette) et constitue une marque d'intérêt pour l'échange et la mutualisation des travaux sur le Mexique.

Cette dynamique repose sur l'implication des élus, dont il remercie la présence ce jour, qui impulsent et fédèrent les initiatives autour de la mise en œuvre des projets, en collaboration avec les techniciens des relations internationales et autres services.

Enfin, au regard du contexte politique des USA, l'Europe et la France ont un rôle à jouer dans la réorientation stratégique des intérêts mexicains.

SEM Maryse Bossière exprime son honneur d'être associée aux travaux du groupe-pays Mexique, menés par et pour les collectivités, et auxquels l'Ambassade est très attentive depuis sa création en 2012, à la suite des 1^{ère} Rencontres franco-mexicaines tenues à

Bordeaux. Les deux visites d'Etat successives de nos présidents ont permis de rebâtir une relation déjà amicale par le passé, avec 110 accords signés. Ces accords sont actifs et mis en œuvre, par un large spectre de partenaires, dont les collectivités territoriales.

La relation avec le Mexique est régie par une déclaration commune avec le Ministère mexicain des affaires étrangères Mexicain (SRE), et révèle nos convergences de vues :

- Un dialogue politique ouvert sur des priorités communes (climat, biodiversité, plaidoyer pour la limitation de droit de veto sur les crimes de masse) ;
- Un regard sur les collectivités comme un partenaire, et vecteur d'approfondissement de la relation bilatérale;
- L'accroissement des échanges commerciaux et des investissements (400 entreprises françaises – grands groupes, mais aussi PME), enjeu de la mission à Bordeaux
- Une demande forte en matière d'échanges universitaires de haut niveau (programme annuel mexicain de 100 000 bourses, recherches, francophonie...)



Depuis 2012, la montée en puissance doit nous encourager à atteindre un nouveau pallier. Dans le contexte récent lié aux relations avec son voisin américain (renvois de ressortissants, re-négociation de l'ALENA voulue aussi par le Canada et le Mexique), le Mexique engage certaines réorientations

stratégiques à prendre en compte dans les relations avec la France :

- Redéploiement de l'industrie en direction du marché intérieur (marché de 120 millions d'habitants après USA, BRESIL)
- Diversifier leur relation économique pour sortir de la dépendance aux USA (80% des exportations).

La situation représente donc une opportunité stratégique notamment compte tenu de la diversité des thématiques traitées par les collectivités et leur expertise qualitative ainsi rendue visible: la santé, les transports, l'urbanisation durable, les énergies, les déchets, l'eau...

A cet égard, Madame l'Ambassadrice souligne que l'instrument financier de l'appel à projet conjoint AMEXCID-DAECT a largement participé à accroître la qualité et l'émergence de coopérations décentralisées innovantes.

L'enthousiasme visible lors de l'installation du Groupe-pays France à Guanajuato en janvier 2017 démontre un intérêt grandissant pour l'internationalisation des territoires et son appropriation par différentes entrées et niveaux de collectivités. Au plus haut niveau de l'Etat, ainsi qu'à la direction de l'AMEXCID, la coopération de territoire à territoire est un volet reconnu et prioritaire. C'est dans cette logique que

l'Ambassade à produit un manuel¹ en rappelant la relation équilibrée à construire afin d'aller au delà de la dynamique d'aide et encourage l'émergence de ces projets portés par les collectivités, dont les volontaires de solidarité internationale (VSI) sont un atout central pour la mise en œuvre et la coordination avec notre institution.

Dialogues et contenus

Après cette introduction, les membres font émerger quelques spécificités de la relation de territoire à territoire au Mexique :

En effet, on distingue deux grandes catégories de partenariat :

- les liens reposant sur des faits historiques ayant permis un dialogue et des pratiques réciproques (échanges de lycéens, entre filière, organisation d'événements conjoints, etc)
- les liens reposant sur du partage d'expertise, reposant sur la valorisation d'une pratique, d'une méthode ou de la valorisation d'un savoir-faire.

Les participants revendiquent le caractère multi-acteur et multisectoriel de leurs coopérations. Outre l'implication des acteurs du territoire, les priorités portées au niveau bilatéral peuvent aussi permettre d'engager une relation décentralisée, comme ce fut le cas pour La Rochelle sur la ville durable. L'ensemble des sujets de l'éducation à la francophonie et le rayonnement culturel (foire du livre de Guadalajara, Cervantino) sont autant de sujets connexes.

L'organisation fédérale des Etats Unis du Mexique est assez différente de celle existant en France. Cette gouvernance politique (Etat fédéral, principe de non-réélection, soit des mandats courts générant une faible responsabilité et un turn-over des équipes) impacte la continuité des initiatives engagées. Dans ce contexte, les collectivités françaises à tous les niveaux disent trouver un intérêt au rapprochement avec l'Etat (autorité locale), dont dépend leur partenaire. Favorisant la coordination et installant une certaine médiation institutionnelle, cela appuie le rôle structurant des Etats en matière de coopération décentralisée.

L'entretien du lien et de la continuité s'affirment comme une nécessité et un attendu du groupe-pays. L'implication forte des élus et une animation plus innovante de CUF, la pratique de la cogestion pour porter des initiatives entre les institutions, comme l'appel à projet du MAEDI-AMEXCID, sont des éléments structurants à améliorer.

Plan d'action:

- I. Renforcer les partenariats de coopération décentralisée en cours par la mise en commun des ressources :

La réussite du groupe-pays Mexique repose sur la capacité à fédérer autour d'entrées mutualisables pour les membres.

La discussion souligne qu'une des vocations de ce groupe pourrait être l'accompagnement à l'« épaissement » des projets, pour le renouvellement dans la durée de la relation, et son épanouissement. D'ailleurs le groupe avait tenté de produire

¹ Manual para iniciar una cooperacion decentralizada

une plaquette illustrant l'offre de services compilée des toutes les collectivités pour clarifier les champs d'intérêt de la coopération.

La mutualisation entre les collectivités françaises lors des réunions du groupe-pays doit être amplifiée, pour profiter de l'expérience de chacun ou s'ouvrir à des approches croisées sur les politiques publiques menées localement et sur la question internationale. A l'image de l'exposition de l'Ensap (Ecole nationale supérieure d'architecture et de paysage) chargée avec son homologue de Guanajuato, d'enrichir d'atelier de terrain (1 semaine) grâce au travail des étudiants sur la problématique de la « route du piéton » dans la ville de León et simulation de solution à mettre en œuvre.

- Le Groupe-Pays doit accompagner les collectivités françaises et leurs partenaires agissant au Mexique à structurer leur offre d'expertise, sur la base de leurs savoir-faire différenciés, par exemple, une expérimentation pourrait débiter sur la Région Nouvelle Aquitaine qui concentre 3 partenariats particulièrement dynamiques
- Ancrer la dynamique de coopération dans la durée par la mutualisation d'un VSI sur place.
- Enrichir le groupe-pays Mexique des réflexions thématiques prioritaires, comme la jeunesse, ou le tourisme, favorisant aussi l'implication des acteurs de territoire (écoles, entreprises, porteurs de projet, chercheurs, clusters...).

II. Améliorer les circuits d'information entre les membres du groupe-pays

De plus en plus, l'enjeu réside dans la co-construction. Quel que soit le point de départ, la maturité est atteinte lorsque la cogestion d'une démarche devient effective. Monsieur Vinuales, conseiller de l'agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées témoigne qu'en découvrant la gestion des sanctuaires mexicains, il a pris conscience de l'importance des questions des médias et de la communication pour mieux cibler sa clientèle (partenariat avec des chaînes spécialisés).

- Engager une plus grande interaction mutuellement bénéfiques, entre les institutions : Ambassades – MAEDI-DAECT – CUF
- Diffuser une lettre d'information régulière, et co-rédigée
- Publier le dossier-pays Mexique
- Produire un « argumentaire-plaidoyer » traduisant la vision des élus afin de faire porter politiquement les enjeux de l'AICT

III - Renforcer les liens entre les groupes-pays France et Mexique

Des attentes fortes en la matière existent aussi vis à vis de l'enrichissement du groupe France, piloté par la Commission internationale de la CONAGO, qui doit pouvoir bénéficier de la capitalisation de nos échanges.

- Contribuer à la structuration du groupe-pays France, en appuyant la présidence du groupe, en dialoguant de manière plus systématique de groupe à groupe (liste de partenaire, CR en espagnol, suivi....)
- Réunion au second semestre 2017 : Volonté d'être visible au sein des rencontres de Cités Unies France, contribution des groupes France & Mexique lors du festival Cervantino.

Au regard de la situation en Amérique latine, avec une coopération largement marginalisée dans certains pays, le groupe-Pays Mexique, par la capitalisation de la dynamique de l'année 2015 (visite d'Etat, séminaire de haut niveau au Forum...) connaît une trajectoire contre cyclique.

Cette réunion est dorénavant et déjà un succès, car elle a été un lieu de partage avec l'ensemble des forces contribuant à la coopération décentralisée franco-mexicaine

Un temps de restitution a permis d'exposer à SEM l'Ambassadrice Maryse Bossière, et c'est déroulé en deux temps :

- **Panorama global de la coopération franco-mexicaine** /Une présentation « pitchée » préparée avec chacune des collectivités pour un exposé de 8 minutes en moyenne/par collectivité (partenariats de coopération actifs jumelages et coopération en sommeil ou stoppées). [Voir diaporama ci-joint.](#)
- **Résultats de l'Appel à projet franco-mexicain en soutien à la coopération décentralisée**



Une [infographie](#) avait été diffusée pour retracer l'évolution de ce partenariat DAECT-AMEXCID autour de l'instrument financier « appel à projet » appuyant environ 5projets par an depuis 2011.

Bertrand Fort, délégué à l'AECT, a félicité la dynamique existante, et ajouté que la DAECT continuerait à accompagner l'engagement des collectivités françaises au Mexique en maintenant son appui financier et technique.

Pour encourager la participation au Festival du Cervantino, en octobre 2017, où la France est mise à l'honneur, la DAECT a souhaiter proposer un appui au déplacement d'une collectivité si elle est accompagnée d'une entreprise (modalités et détails à seront précisés ultérieurement aux collectivités locales).

Le comité de sélection de l'Appel à projets franco-mexicain en soutien à la coopération décentralisée s'est réuni (début avril) sous l'égide des deux Etats et des partenaires de l'appel à projets (MAEDI-DAECT, Ambassade de France au Mexique et CUF pour la partie française, et la SRE, l'AMEXCID et l'Ambassade du Mexique en France pour la partie mexicaine) pour délibérer sur le cofinancement de projets présentés par les collectivités françaises et mexicaines.

L'ensemble des collectivités ayant postulé ont été lauréats de l'appel 2017 :

- Bordeaux Métropole – Etat du Guanajuato (Iplaneg) ;
- Brest Métropole et l'Etat de Veracruz,
- CA du Grand Angoulême- Zapopan ;
- CA de La Rochelle- Etat de Campeche (INFOCAM)
- et la CA de Tarbes Lourdes Pyrénées – SIMAR Sureste.

Des ajustements et précisions doivent être apportés à certains dossiers, dont le suivi sera effectué par Lisa Bonnet, chargée de mission Amérique et Caraïbes, à la DAECT.

Synthèse-Conclusion :

- La communication est un outil essentiel pour l'attrait de nos travaux, au delà des aspects de coordination : une newsletter et des interviews en ligne seront proposées.
- Le groupe-pays doit accompagner des expérimentations souhaitées comme la proposition de plateforme d'expertise régionale.
- Un rôle de suivi et d'enrichissement mutuel des groupe-pays Mexique et groupe-pays France est indispensable, pour être en phase et renforcer les coopérations existantes.
- Le nombre de coopération est stable et les collectivités accèdent aux financements, une volonté de s'ouvrir à des acteurs de territoire et de permettre un dialogue plus profond entre partenaires est recherchée.
- Au second semestre, une réunion dédiée sera organisée en France (Rencontres internationales les 9-10 octobre (CUF)) ou au Mexique lors du Cervantino à Guanajuato en octobre 2017